

Le virus et le Président : une des plus grandes tromperies de l'Histoire



Un livre fait beaucoup parlé, ces derniers jours, c'est celui écrit par Claude Janvier et une vieille connaissance de Riposte Laïque, Jean-Loup Izambert. Le premier était interrogé par Richard Boutry, de France-Soir.

Et le second a accepté de répondre à nos questions. L'auteur avoue, en conclusion, ne pas partager toutes les options de Riposte Laïque, mais se félicite de pouvoir s'y exprimer. Nous sommes d'accord avec lui, nous ne partageons pas tout ce qui est écrit ci-dessous, mais nous sommes ravis, une nouvelle fois, de donner la parole à Jean-Loup Izambert.

Qui sommes-nous, Claude Janvier et moi ?

Riposte Laïque : Vous avez publié, il y a quelques semaines, le livre « Le virus et le Président ». Pourriez-vous d'abord

vous présenter aux lecteurs de notre site qui ne vous connaîtraient pas ?

Jean-Loup Izambert : Je suis journaliste professionnel depuis 1971, diplômé l'Ecole des Hautes Etudes Sociales, des Hautes Etudes Internationales et l'Ecole supérieure de journalisme. J'ai travaillé dans différents métiers de la presse, du secrétariat de rédaction à l'enquête en passant par le reportage et la direction d'équipes rédactionnelles. Par ailleurs, j'ai exercé comme conseil en communication de collectivités territoriales, de PME-PMI et de grands comptes. Cet autre métier m'a amené à croiser les parcours de dirigeants très différents tout en me permettant, à partir de 1995, de financer mes enquêtes sur les milieux de la finance, des cercles de pouvoir et de l'économie. J'ai travaillé pour des titres très divers comme le mensuel économique et financier du groupe Les Echos, L'Humanité et son hebdomadaire, VSD du temps où l'enquête y avait encore une place, PME Affaires.



J'ai également collaboré avec des médias étrangers allemands, russes, finlandais, anglais et italiens à l'occasion de divers reportages. Les difficultés pour publier mes enquêtes dans la presse m'ont aiguillé vers le livre. Depuis 1998 j'ai publié

onze ouvrages sur des sujets divers parmi lesquels Le krach des 40 banques, Le Crédit Agricole hors la loi ?, Faut-il brûler l'ONU ? ou, parmi d'autres, les deux tomes « 56 » sur les relations entre des dirigeants de l'Etat français et d'administrations avec ceux de groupes criminels sunnites.

De son côté Claude Janvier est écrivain polémiste. Je l'ai rencontré lors d'un salon du livre dans le Lot. C'est une fine fourchette qui a un parcours d'hôtelier-restaurateur lors duquel il n'a pas manqué d'observer la société. Il est à l'affût des nouveautés culinaires et n'hésite pas à se rendre, par exemple, au Grand marché couvert de Budapest pour en ramener des spécialités et un excellent caviar. Il traque l'actualité avec la même ferveur. C'est un disciple de Pierre Desproges à l'humour caustique qui a publié trois livres de billets d'humeur, ses « coups de gueule », sur différents thèmes d'actualité. Il diffuse également régulièrement ses articles vers de nombreux sites Internet comme planetes360.fr qui le sollicitent pour égayer les ondes à l'actualité maussade.



Riposte Laïque : Quand vous est venue l'idée d'écrire ce livre, et pourquoi l'avoir écrit à deux ?

Jean-Loup Izambert : En début d'année 2020 nous travaillions

sur un livre qui traite de la manière dont les cercles de pouvoir politique, économique et financier étasuniens dépossèdent les Français de leur identité en les habituant insidieusement à utiliser les normes US. L'un des chapitres traitera dans ce prochain livre des pressions des lobbies de ces sociétés transnationales, dont celles de l'industrie pharmaceutique, auprès des dirigeants de l'Union dite « européenne » et français pour imposer leurs produits. Nous y passons en revue différents aspects de cette guerre sourde contre la France. Nous étions presque en fin d'écriture lorsqu'a surgit la pandémie de la Covid-19.

Les déclarations contradictoires et fantaisistes de certains dirigeants politiques comme de hauts fonctionnaires de différentes administrations nous ont conduit à nous arrêter sur cette actualité. Claude Janvier a un regard immédiat sur l'actualité et tourne souvent en dérision avec humour des situations et des faits de société. Son approche et son écriture sont différentes de la mienne par le fait que je suis tenu à l'écriture dense, rigoureuse et précise qu'impose l'enquête. J'ai pensé que l'association de ces compétences différentes pouvait donner de l'attrait à l'écriture, un livre au style plus « enlevé » pour les lecteurs. C'est ainsi qu'à commencé cette écriture à quatre mains de manière presque naturelle, sans écueils dans la collecte des faits, de leur vérification et de leur description. L'actualité s'est chargée de nous provoquer en nous détournant de notre premier livre..

JEAN-LOUP IZAMBERT - CLAUDE JANVIER



LE VIRUS ET LE PRÉSIDENT



ENQUÊTE SUR L'UNE DES PLUS
GRANDES TROMPERIES DE L'HISTOIRE

PRÉFACE DU DR. PASCAL TROTTA

ISEDITION

Riposte Laïque : Vous qualifiez ce virus d'une des plus grandes tromperies de l'Histoire. Pourtant, tous les jours, sur les plateaux de télévision, on annonce des morts, des salles de réanimation saturées, des mesures nécessaires de confinement, de couvre-feu, de masques, de fermetures de commerces, et peut-être bientôt un troisième confinement. Et cela se fait partout dans le monde. Où voyez-vous une tromperie ?

Jean-Loup Izambert : Il y a tromperie pour plusieurs raisons. D'abord, les chiffres diffusés par le gouvernement, le ministre de la Santé et certaines administrations ne correspondent pas du tout à la réalité de la maladie. Ils sont largement surestimés. Nous le démontrons en nous référant à différentes analyses comme celle du général Dominique Delawarde, ancien chef du bureau Situation-Renseignement-Guerre Électronique de l'État-major Interarmées de Planification Opérationnelle, du docteur Peter El Baze, créateur des logiciels médicaux Megabaze et Oncobaze (chimiothérapies) qui connaît bien la question de la collecte des données dans le secteur santé, de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ou encore de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Un exemple : à la fin janvier 2021 l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) recense 667 940 décès en 2020 contre 613 395 décès en 2019 soit une augmentation de 54 545 décès toutes causes de mortalité confondues. Or, au 26 janvier 2021, Santé publique France, agence du ministère de la Santé, diffuse le chiffre de 74 106 personnes décédées de la Covid-19, dont 51 868 à l'hôpital. Comment l'agence du ministère de la Santé peut-elle annoncer que 74 106 personnes sont décédées de la seule Covid-19 du début de la pandémie en 2020 au début de l'année 2021 quand l'Insee recense 54 545 décès de plus, toutes causes de mortalité confondues entre l'année 2019 et 2020 ?!... Cela représente quand même 19 561 personnes de plus que le recensement de l'Insee qui, de plus, seraient toutes décédées pour la même période de la seule Covid-19 ! Même si tous les Français ne mouraient que de la Covid-19 cela est mathématiquement et statistiquement impossible.

Les chiffres ne sont qu'un aspect de

cette tromperie

Riposte Laïque : Mais au-delà de ces chiffres que vous mettez en cause, la tromperie que vous dénoncez n'est-elle pas bien plus grave ?

Jean-Loup Izambert : Effectivement, les chiffres ne sont qu'un aspect de cette tromperie. Quelle est-elle sur le fond ? Depuis des décennies le pouvoir politique est responsable de la dégradation du système de santé publique. Deux chiffres dans le budget de l'Etat 2020 illustrent les raisons de l'aggravation de la situation : la Direction du budget du ministère de l'Action et des comptes publics qui publie le budget de l'Etat voté pour 2020 indique que les crédits de paiement ouverts pour la mission Santé dans le budget général de l'Etat en 2020 sont de 1,128 milliard d'euros contre 46,07 pour la Défense !

Ces choix politiques s'inscrivent dans le cadre des Grandes orientations de politique économique – les Gopé – décidées par l'Union dite « européenne ». En appliquant les recommandations de l'Union les dirigeants au pouvoir ont continué, de présidence en présidence, de détruire le système de santé publique français qui faisait référence dans les années 1960-70. Rien qu'entre 2011 et 2018, la Commission européenne a recommandé à 63 reprises aux États membres de l'Union de privatiser des pans entiers du secteur de la santé publique au nom de « la libéralisation des entreprises » (sic) et de réduire de plusieurs dizaines de milliards d'euros les dépenses publiques en matière de santé.

Nous expliquons comment dans un chapitre intitulé Mort programmée sur ordonnances. Résultat de cette politique ? Aujourd'hui 7 Français sur 10 reportent des soins ou renoncent à se soigner soit par faute de moyens financiers, soit en raison de délais d'attente trop longs ou encore de pouvoir accéder à un spécialiste dans des délais normaux ! Ne pouvant déjà plus faire face à de simples épidémies de grippe, la

France s'est trouvée complètement démunie en février 2020 lorsque surviendra la pandémie du SRAS-CoV-2.

La pandémie n'est pas aussi importante que les dirigeants et les médias le disent

Riposte Laïque : Il y a donc tromperie politique et médiatique ?

Jean-Loup Izambert : C'est évident ! La pandémie n'est pas aussi importante que les dirigeants politiques, certains élus et médias le disent sans vérifier les données qui sont transmises par le pouvoir central et les hauts fonctionnaires de certaines administrations. Les chiffres de l'Insee en font la démonstration d'une année à l'autre, mois par mois et semaine par semaine. Il y a bien sûr une légère augmentation des décès en raison de la pandémie mais certainement pas dans les proportions communiquées par le gouvernement.

Selon l'association Réinfocovid (www.reinfocovid.fr) qui regroupe aujourd'hui plus de 30 000 médecins et autant de personnels soignant, le taux de létalité de la maladie Covid-19 « ne relève pas d'une très forte létalité dans le domaine des maladies infectieuses. » Lorsqu'elle est traitée précocement, la létalité de la Covid-19 – c'est-à-dire le nombre de personnes décédées sur le nombre de personnes infectées – est aux alentours de 0,5%. De son côté, le taux de mortalité du virus – c'est-à-dire le nombre de décès rapporté à la population générale – était de 0,1% selon les statistiques de Santé publique France au 21 janvier 2021.

A titre de comparaison, pour la saison 2018-2019, avec 8100 morts en France la grippe saisonnière avait, selon Santé publique France, un taux de létalité compris entre 0,2 et 0,5%. Ce n'est donc pas la virulence du virus SRAS-CoV-2 qui est responsable de la crise sanitaire mais bien la politique de santé du pouvoir. Et c'est aussi pourquoi il tente de

dissimuler ses responsabilités dans la crise économique et financière en rendant la Covid-19 responsable des conséquences de cette autre crise.

Comme l'a dit le général Dominique Delawarde, dont nous publions des extraits de ses observations, « la Covid19 tue peu, très peu... et elle tue d'autant moins que la plupart des décès qui lui sont attribués sont des décès liés à l'âge et aux autres pathologies préexistantes chez les patients. Il y a donc une large part d'hystérisation de l'opinion publique, liée à la couverture médiatique très excessive de cette épidémie.»

Nous recherchons les causes de la crise sanitaire et en désignons les responsables

Riposte Laïque : En quoi votre livre se distingue-t-il des thèses suggérées dans le film « Hold-up », ou sur nombre de sites de réinformation, évoquant un calcul des mondialistes pour imposer un Grand Reset aux peuples ?

Jean-Loup Izambert : Le Grand reset n'est qu'un maquillage idéologique de la tentative des grands propriétaires privés de l'économie et de la finance de prolonger la survie de leur système. Ils savent que leur type de gestion économique aux hiérarchies très centralisées et secrètes est en dépôt de bilan. Les progrès des sciences et des techniques, l'accès plus large à l'éducation par les peuples d'une manière générale même s'il y a encore beaucoup à faire en la matière, appelle un saut qualitatif de démocratie politique et économique. Mais celui-ci abolira les privilèges de cette caste mondiale qui s'accroche à ses prés carrés. C'est l'une des raisons pour lesquelles le grand patronat du Medef s'oppose à toutes mesures de transparence de gestion des entreprises et fait pression sur le pouvoir politique pour qu'il fasse voter des lois liberticides comme celle sur « le secret des affaires ».

Nous décrivons ces manoeuvres dans le chapitre intitulé 11 400 milliards en secret. L'un des aspects importants de notre travail et ce qui le distingue sans doute de ce qui a été produit est que nous ne nous contentons pas de décrire la crise sanitaire. Nous recherchons les causes et en désignons les responsables. Notre travail d'enquête aurait été incomplet sans montrer comment les dirigeants au pouvoir mettent les caisses de l'Etat à disposition de ceux que nous appelons « les écrasés » auxquels nous consacrons également un chapitre. Ces grands patrons apatrides opèrent un véritable hold-up sur les richesses du pays en détournant une partie du chiffre d'affaires des entreprises qu'ils dirigent de l'investissement, de l'emploi, des salaires et de l'amélioration des conditions de travail. Vous pouvez discourir tant que vous voulez sur tel ou tel aspect de la crise sanitaire tant que vous ne situez pas les responsabilités là où elles se trouvent : dans les centres de décision des sociétés transnationales, à l'Elysée-Matignon et dans les bureaux des hauts fonctionnaires de la Commission européenne.

Ces crises, sanitaire et économique et financière, sont d'abord la résultante d'une politique

Riposte Laïque : La responsabilité de cette situation de crise sanitaire et économique et financière n'incombe pas qu'au seul président de la République comme vous le montrez dans votre enquête ? Quels en sont les autres responsables ?

Jean-Loup Izambert : Non, bien sûr. Si nous avons choisis comme titre Le virus et le président c'est parce que ces crises, sanitaire et économique et financière, sont d'abord la résultante d'une politique. Monsieur Macron fut Secrétaire général adjoint et conseiller du président Hollande puis ministre de l'Economie dans le gouvernement Valls avant de devenir président de la République. Il est à ces titres l'un

des principaux responsables de la politique qui a eu pour conséquence l'accroissement du chômage et de l'endettement du pays et la poursuite de la dégradation du système de santé publique pour ne s'en tenir qu'à ces aspects. Mais il n'est pas seul en cause, loin de là. Le gouvernement Valls prévoyait la fermeture d'une centaine de services d'urgence hospitalière dans le pays et il du battre en retraite devant la mobilisation des personnels de santé publique.

De plus, il faut rappeler également que certains dirigeants nationaux de centrales syndicales, dirigeants d'associations, certains artistes et autres ont applaudi et soutenu Emmanuel Macron lorsque, candidat à la présidence de la République, il annonçait vouloir supprimer 120 000 emplois dans la fonction publique. Et que des millions de Français ont voté pour cette politique de casse du contrat social français ! Cela voulait dire notamment moins de médecins, moins d'infirmières, moins de spécialistes, moins de structures de soins.

Comme a pu le dire l'historien et philosophe Alain de Benoist « la présidence Macron est le produit des gens qui ne pensent pas ». Bien que le président Macron soit minoritaire dans le pays il n'en reste pas moins que ce choix de la réduction des dépenses de l'Etat au profit de l'intérêt général, dont celles de la Santé, était celui d'une majorité de votants lors des élections présidentielles de mai 2017. Et il est également celui d'une majorité de parlementaires qui ont voté un budget de la Santé relégué parmi les dernières missions dans le budget de l'Etat et qui continuent aujourd'hui la même politique de destruction nationale.

La question qui se pose désormais avec force est celle de la souveraineté nationale

Riposte Laïque : Avez-vous été surpris par le peu de réactions de nos compatriotes, jusqu'à ce jour, et surtout pas

l'unanimité de la classe politique à accepter les mesures mises en place par le pouvoir ?

Jean-Loup Izambert : Non puisqu'aucun parti politique, du Rassemblement national au Parti communiste français en passant par « les partis de la plaine et du marais » ne propose de rupture radicale avec le système. La question qui se pose désormais avec force est celle de la souveraineté nationale, de la sortie de cette construction européenne pour ouvrir les portes d'une autre Europe de la coopération, de l'Europe réelle du détroit de Béring à la mer d'Irlande, d'une constitution démocratique et du contrôle du travail des élus, de la restructuration du paysage bancaire, de la maîtrise des secteurs clés de l'industrie, de la possibilité d'intervention des citoyens dans le fonctionnement des administrations et de l'appareil judiciaire, etc.

La question posée aujourd'hui est de passer à un stade supérieur de démocratie pour dégager l'Etat de l'influence des oligarques, de ceux qui privatisent et livrent des fleurons de l'industrie française comme Alstom et d'autres à des transnationales US. Il s'agit de remettre la puissance publique au service de l'intérêt général. Comment ceux qui prétendent depuis des années vouloir « réorienter la construction européenne » ou que « la sortie de l'euro n'est plus une priorité » pourraient-ils redonner ses couleurs à la France ? L'expérience montre qu'ils s'accommodent parfaitement d'un système.

Derrière leurs discours électoraux, ces élus du peuple qui échappent à tout contrôle pendant leurs mandats ont fait de notre pays un « terrain vague économique » dans lequel, selon une étude de la Direction générale des entreprises du ministère de l'Économie et des Finances, les industries manufacturières ne représentent plus que moins de 10% de son activité économique ! Comme nous le soulignons dans notre enquête, ce n'est pas la Covid-19 qui a conduit la France dans cette situation désastreuse mais bien la politique atlantiste

des présidents qui se succèdent au pouvoir depuis les années 1970. Et ce sont les mêmes qui ont organisé le démantèlement du système de santé publique de législature en législature.

Une lutte en cours résume la situation : celle des chercheurs et travailleurs du groupe Sanofi engagée à l'appel de leur syndicat CGT et aujourd'hui d'autres syndicats. Pourquoi ? Parce que les dirigeants de Sanofi veulent mettre en œuvre un plan de suppression de 1700 emplois dont 1000 en France dont 400 chercheurs. En dix ans Sanofi a supprimé près de la moitié de ses effectifs de chercheurs qui sont passés de 6387 en 2010 à 3905 aujourd'hui. De plus l'entreprise se désengage des secteurs comme la cardiologie ou la diabétologie qu'elle ne juge pas assez rentable. Or, en dix ans, les dirigeants de Sanofi ont reçu, tenez-vous bien, plus d'un milliard d'euros d'aides publiques. Et en 2020, ce sont 4 milliards d'euros que les actionnaires ont empoché sur le dos de l'entreprise ! Voilà comment le régime Macron laisse faire la destruction d'une entreprise qui aurait été capable de fabriquer un vaccin contre le SRAS-CoV-2 et porte un nouveau coup à la souveraineté et à l'intelligence française.

Le président Macron n'est en rien un incapable, au contraire !

Riposte Laïque : Deux théories s'affrontent, chez ceux qui sont révoltés par la gestion de la crise sanitaire par Macron. Certains le qualifient d'incapable, d'autres prétendent qu'il est dans son rôle de destruction de la France, comme de tous les Etats-nations, afin de promouvoir un gouvernement mondial. Votre avis ?

Jean-Loup Izambert : Que l'on soit révolté par la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement et l'Union « européenne » est parfaitement compréhensible. Mais le président Macron n'est en rien un incapable. Il gère au contraire la crise sanitaire avec la même compétence qu'il gère la crise économique et financière. Le problème est qu'il ne le fait pas

au profit de l'intérêt général des Français et du pays mais des intérêts privés égoïstes des grands propriétaires privés de l'économie et de la finance. Chaque année l'Etat accorde plus ou moins 200 milliards d'euros aux entreprises sous différentes formes – aides multiformes à la création d'emplois, au maintien de l'outil de travail, exonérations fiscales, réductions de paiement des cotisations sociales, etc.

Les sociétés transnationales du CAC40 raflent environ 90% de cette manne publique. Pour faire quoi ? Délocaliser les productions, ne pas créer un emploi en France mais du chômage, éviter le fisc en exportant partie des bénéfices des entreprises dans des places offshore, réaliser les plus gros chiffres d'affaires en payant le moins d'impôt possible ! Aussi, les capitalistes n'ont pas besoin de gouvernement mondial. Voyez comment les milieux impérialistes de Washington recourent au mensonge, au chantage, aux sanctions politiques, économiques, financières contre les Etats qui s'opposent à leur domination, à l'espionnage, à la désinformation, y compris contre leurs « alliés », et si nécessaire à la guerre.

Depuis 1990 le monde ne cesse d'être endeuillé par des guerres ouvertes par Washington. Nous nous sommes arrêtés sur cette question dans le chapitre intitulé Tableau de chasse des assassins financiers. Dans des sociétés US de conseil, des « assassins financiers », très compétents dans leurs domaines d'interventions multiples, préparent les plans qui permettent aux transnationales étasuniennes de s'approprier ce qu'ils appellent de « nouveaux territoires économiques ». Cela peut être une entreprise comme Alstom, des sociétés de l'armement qui disparaissent dans des conglomérats étrangers, une région riche en ressources du sous-sol comme l'ancienne Yougoslavie, des pays disposant de richesses énergétiques ou agro-alimentaires comme l'Irak, la Libye, la Syrie ou certains pays d'Afrique ou d'Amérique centrale et du sud. Nous rapportons leurs méthodes au-travers du témoignage de l'un d'entre eux.

Cela étant dit, les Etasuniens ne font qu'occuper le vide offert par la servilité et la lâcheté des dirigeants atlantistes français et de l'Union « européenne ». Les organisations régionales comme le Fonds monétaire international et d'autres au sein desquelles les pays occidentaux, et tout particulièrement les Etats-Unis, sont omniprésents ont en charge de faciliter ces conquêtes en les accompagnant.

Les postes de journalistes d'investigation ont pratiquement disparu des rédactions

Riposte Laïque : Quel a été l'accueil réservé à votre livre ? Pourquoi ne vous voit-on pas sur les plateaux de télévision, voire sur des sites sympathisants, comme France-Soir ?

Jean-Loup Izambert : C'est une question qu'il faut leur poser. Plusieurs facteurs concourent à marginaliser temporairement le livre malgré son actualité et son contenu. IS Edition et nous-mêmes prenons en charge tout le travail de promotion. Il faut donc plus de temps pour informer les médias, organisations et associations. S'ajoute à cela que malgré le soutien de l'Etat à la presse d'environ plus ou moins 400 millions d'euros jusqu'en 2022, les dirigeants de sociétés propriétaires de 90% des médias continuent de réduire les équipes rédactionnelles. Rien qu'en 2020 ce sont plusieurs milliers d'emplois qui seront supprimés dans les médias. Dans la quasi-totalité des rédactions la tendance est à la réduction de postes, à l'augmentation des maladies professionnelles en raison du stress et à la précarisation de la profession. De ce fait les journalistes se trouvent confrontés à devoir traiter plus rapidement une masse d'information plus importante avec de moins en moins de moyens humains et financiers. Les postes de journalistes d'investigation ont pratiquement disparu des rédactions.

Dans ces conditions la pratique courante consiste à se référer

à des sources d'organismes officiels dont les informations sont considérées à priori comme fiables. Cela va plus vite, vous protège et ne coûte rien en terme de contrôle de l'information. Aussi, lorsque vous arrivez avec un livre qui demande de prendre du recul sur l'actualité pour analyser des faits, qui apporte des éléments sourcés qui contestent des données de ces mêmes sources officielles, la plupart des journalistes n'ont tout simplement pas le temps de s'y arrêter. Lors des contacts que nous déployons actuellement avec IS Edition, un rédacteur en chef d'un grand journal m'a expliqué comment la direction du groupe propriétaire du titre l'a appelé au téléphone un vendredi soir pour lui demander de supprimer cinq emplois de journalistes le lundi suivant et cela sans aucune trace écrite ! Vient se greffer sur ce climat délétère la censure telle que nous l'avons vécue à Sud Radio. La vidéo d'une très bonne émission réalisée le 22 décembre dernier avec les journalistes Philippe David et Augustin Moriaux avec les auditeurs sur Le virus et le président a carrément été supprimée. Quelques heures après sa diffusion celle-ci a été retirée de tous les médias de Sud Radio : podcast, Youtube et réseaux numériques, page Facebook de Sud Radio. Toutes les émissions du jour ont été conservées sauf celle-ci.

Christian Latouche, le président du groupe Fiducial propriétaire de Sud Radio, devrait donner plus de moyens humains et techniques à ses équipes de journalistes pour leur donner au moins les moyens de faire vivre son slogan : « Parlons vrai ! »... Nous avons aujourd'hui de nombreux sites Internet, comme celui de France Soir de planetes360, du Centre de recherche sur la mondialisation, crashdebug, Le Libre Penseur et bien d'autres, qui s'emparent du livre par des interviews et des articles. C'est un signe encourageant pour développer cette « bataille du livre » et nous avons bien l'intention de l'amplifier encore.

Non, ce n'est pas le Covid qui est responsable de la crise économique !

Riposte Laïque : Pensez-vous que ce cauchemar va se terminer bientôt, en France et dans le monde, ou bien craignez-vous le pire ?

Jean-Loup Izambert : Comme nous le montrons, ce n'est pas la Covid-19 qui est responsable de la perte d'emplois et de la fermeture d'entreprises mais la politique économique d'avant la Covid-19 et les mesures gouvernementales d'avec la Covid-19 qui sont complètement injustifiées. Le pouvoir se voit obligé de multiplier et de prolonger ces décisions incessamment dans le temps car il doit faire adopter par l'opinion publique l'idée que la Covid-19 est responsable de la crise économique et financière. Ce qui est faux ainsi que nous le montrons en produisant des extraits d'un rapport très peu médiatisé de la Janus Henderson Investors (JHI), société spécialiste de la gestion d'actifs mondiaux.

Observant que « ces derniers jours (NdA : avril 2020) un certain nombre de sociétés ont suspendu le paiement de leurs dividendes alors qu'elles avaient des bilans solides et suffisamment de liquidités pour les payer », les analystes soulignent qu'« il pourrait être difficile pour les entreprises de certaines régions du monde et dans certains secteurs de justifier le versement de dividendes aux actionnaires tout en bénéficiant de prêts commerciaux garantis par l'État ou de programmes de rémunération des salariés. La question-clé sera de savoir dans quels délais ces entreprises pourront recommencer à verser des dividendes une fois la crise passée ». Dur de continuer de ponctionner les résultats financiers des entreprises en réduisant drastiquement les effectifs pour augmenter les dividendes des actionnaires tout en recevant des milliards d'euros de fonds publics de l'État au prétexte de la Covid-19 !

Voilà qui écorne sérieusement le discours du grand patronat

sur le thème « travaillez plus » et celui du gouvernement qui appelle également les Français à se serrer la ceinture au nom de « l'union nationale » pour « relancer l'économie ». Dans ces conditions, le président Macron qui déclare vouloir « reconstruire une économie forte et souveraine » c'est un peu comme si une dinde fêtait Noël !

La mission de Castex : écouler le stock de vaccins payé avec nos impôts

Riposte Laïque : Selon vous les vaccins contre la Covid-19 vont-ils changer les choses ?

Jean-Loup Izambert : Non, surtout à la vue des mesures gouvernementales en cours. Le Premier ministre Castex et son gouvernement doivent écouler le stock de vaccins commandé avec l'argent public. Un nouveau scandale couve-t-il alors que le vaccin dit ARNm de la société étasunienne transnationale Pfizer a été mis sur le marché suite à un forcing de ses dirigeants auprès de l'Union « européenne » et cela sans que l'on connaisse vraiment ni ses propriétés ni ses dangers ? L'avenir nous le dira.

N'étant pas scientifique, je citerai l'article de Stéphane Korsia-Meffre paru le 10 décembre 2020 dans Le Vidal, la référence des professionnels de la santé en matière de pharmacologie, agréé par la Haute Autorité de la Santé (HAS). Dans cet article très détaillé et documenté sur le vaccin ARNm conçu par les laboratoires Pfizer et BioNTech, ce spécialiste de l'information médicale auprès du grand public passe en revue l'historique et les données de ce vaccin. Il souligne, parmi d'autres chapitres, que « Les questions relatives à l'efficacité demeurent en suspens », que « Des effets indésirables post-injection (sont) plus sévères chez les moins de 56 ans » et surtout que « la question d'une éventuelle toxicité à long terme se pose toujours, ainsi que celle des effets indésirables graves et rares qui pourraient survenir. »

L'auteur indique en conséquence que « ces points irrésolus montrent la nécessité absolue, à la fois de poursuivre l'étude », de « mener des études complémentaires ciblées sur ces questions et de mettre en place des mesures de vaccinovigilance efficaces. » De même, il préconise de mettre également en place des mesures « d'évaluation de l'efficacité de ce vaccin chez les personnes de plus de 75 ans qui vont être massivement vaccinées dans les semaines qui viennent. » C'est dire que ce vaccin reste plein d'incertitudes alors que le gouvernement mène actuellement campagne pour le faire injecter à des millions de personnes. Et c'est bien là ce qui est dangereux, que nous dénonçons et qui dérange : faire vacciner des millions de personnes avec un vaccin sans rien connaître de son éventuelle toxicité à long terme comme de ses effets indésirables graves qui pourraient survenir et alors que des études complémentaires doivent être encore menées !

Ils ont supprimé 103.000 lits d'hôpitaux entre 1993 et 2018

Riposte Laïque : Selon vous comment est-il possible de sortir de cette situation qui devient impossible pour la plupart des Français et que vous abordez en conclusion avec votre dernier chapitre sur « Le guerrier », les endetteurs et les payeurs ?

Jean-Loup Izambert : Nous constatons que tout le monde n'est pas concerné de la même manière par la pandémie Covid-19 en Europe. En ce mois de février, la France est empêtrée dans des mesures de confinement qui vont conduire de nombreux commerces, artisans, PME et services vers de graves difficultés. Par contre, en Fédération de Russie, par exemple, les bureaux et les usines tournent, les jeunes vont à l'école et à l'université, font du sport, les commerces, les salles de concert, de spectacles, les bibliothèques et autres lieux culturels sont ouverts. Avec 69 462 décès du début de la pandémie à fin janvier 2021 selon l'OMS, la Fédération de Russie est le pays d'Europe qui a le mieux maîtrisé la Covid-19 avec la Biélorussie en regard de leur population.

Cela tient essentiellement à ce que les autorités de ces pays ont réagi tout de suite, pris immédiatement des mesures cohérentes, que ces deux pays disposent de systèmes de santé de bonne qualité même s'ils doivent être encore améliorés et que les médecins généralistes ont été tout de suite en première ligne pour soigner. Il y a donc des signes d'espoir. Concernant notre pays, les choses ne pourront changer que lorsque les Français, au-delà des clivages politiques du passé, trouveront une plate-forme commune pour rompre avec ce système. Si celle-ci doit prendre la forme d'un programme populaire et démocratique, les questions de la finance, de la maîtrise des richesses du pays, de la souveraineté, de l'Europe, du contrôle du travail des élus et des responsables d'administrations, de la santé et de l'éducation devront être du nombre des propositions prioritaires et des priorités budgétaires de la nation.

Toutes ces questions sont en débat de manière plus ou moins visible dans la plupart des partis politiques. Un tel changement ne peut, bien évidemment, se réaliser avec un pouvoir exécutif atlantiste et eurocrate qui décide seul, en pleine crise sanitaire, de continuer de faire supprimer des lits d'hôpitaux. Alors que 103 000 lits d'hôpitaux supprimés entre 1993 et 2018 des milliers de nouvelles places hospitalières sont en voie de fermeture : 50 lits d'hospitalisation à l'hôpital de Juvisy, en région parisienne, 28 places au CHU de Besançon, 80 lits seraient supprimés d'ici à 2022 à l'hôpital psychiatrique du Rouvray, près de Rouen, 75 places d'hospitalisation à celui du Vinatier, à Lyon, 174 lits d'ici à 2024 au CHU de Nancy, près de 100 lits au CHU de Nantes, 184 lits en moins d'ici à 2027 au CHU de Reims, suppression de 200 lits à l'horizon 2026 à Caen, 200 lits en moins de prévu au CHU de Nice, 230 lits à Marseille, etc. Entre 2003 et 2017 ce sont 69 000 places d'hospitalisation à temps complet qui ont été supprimées. Mais qui en parle ? Le mensuel BastaMag (www.bastamag.net) en a dressé une première liste à la fin du mois d'octobre 2020.

Mais sur l'essentiel, comme l'a dit le président Poutine dans son intervention au Forum de Davos à la fin du mois de janvier, « la situation pourrait prendre une tournure inattendue et incontrôlable – à moins que nous ne fassions quelque chose pour l'empêcher. (...) Nous avons la responsabilité partagée de prévenir ce scénario, qui ressemble à une sombre dystopie, et de veiller à la place à ce que notre développement emprunte une trajectoire différente – positive, harmonieuse et créative.»

Vive le débat contradictoire et la confrontation des idées

Riposte Laïque : Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?

Jean-Loup Izambert : Oui. Claude et moi, ainsi que notre éditeur IS Edition, tenons à remercier Riposte Laïque de nous avoir permis de nous exprimer sur notre travail et sur des faits qui restent encore dans l'ombre. Nous ne partageons pas forcément toutes les opinions qui s'expriment sur RL mais le fait de pouvoir partager avec vos lecteurs est déjà un bel exemple de tolérance. Nous aimerions voir une telle ouverture d'esprit et une telle réactivité dans d'autres médias qui, bien que disposant de moyens humains, techniques et financiers largement supérieurs, ont visiblement du mal à relater, pour reprendre la formule du grand historien Alain Guérin, la « vérité vraie ». Le débat contradictoire et la confrontation des idées dans un respect mutuel sont pourtant essentiels pour s'efforcer de comprendre les choses. Encore merci à Pierre Cassen et à l'équipe de Riposte Laïque.

Riposte Laïque : Comment peut-on se procurer le plus facilement votre livre, et à quelles conditions ?

Jean-Loup Izambert : Dans toutes les bonnes librairies. Quelques libraires ayant indiqué qu'il fallait compter plusieurs semaines pour avoir le livre, nous précisons que celui-ci est diffusé par Hachette Livre et livré en quelques jours. Par ailleurs le livre peut être commandé :

Chez IS Edition :
<https://www.is-ebooks.com/produit/194/9782368452905/le-virus-et-le-president>),

Amazon :
<https://www.amazon.fr/virus-Pr%C3%A9sident-Enqu%C3%AAtes-tromperies-lHistoire/dp/2368452893>

Fnac : <https://livre.fnac.com/a15528388/Jean-Loup-Izambert-Le-virus-et-le-President>

Propos recueillis par Pierre Cassen